

Une zone industrielle de pointe,
au service de l'industrialisation
togolaise

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE
— TOGO —
www.pia-togo.com



N°1653

du 02
JUN
2023



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togoais d'Informations et d'Analyses

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANCE

La Chine soigne et fait d'importants dons à **P.6**
tous les enfants de l'orphelinat SPES à Lomé

CONTRÔLE AÉRIEN DES HAUTES PERSONNALITÉS

Les Cellules aéroportuaires anti-trafics **P.4**
de 8 pays dont le Togo outillées à Lomé

GOVERNANCE EN MATIÈRE DE SANTÉ **P.6**

Le Togo élu au Conseil exécutif de l'OMS pour 2023-2026

**OFFICIALIATION DE L'AIDE DE L'OFFICE
CHÉRUFIFIEN DES PHOSPHATES AU TOGO** **P.3**

Valoriser le phosphate carbonaté et soutenir les producteurs

NÉCESSAIRE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

P.3

La vision de Faure Gnassingbé et Ousmane Diagana

EN PLUS...

AGRICULTURE

SOJACULTURE

Producteurs cherchent preneurs de 80.000 tonnes de Soja

CRIMINALITÉ

LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT SEXUEL DES FILLES

Youth Panel fait le bilan de ses actions

LITTÉRATURE

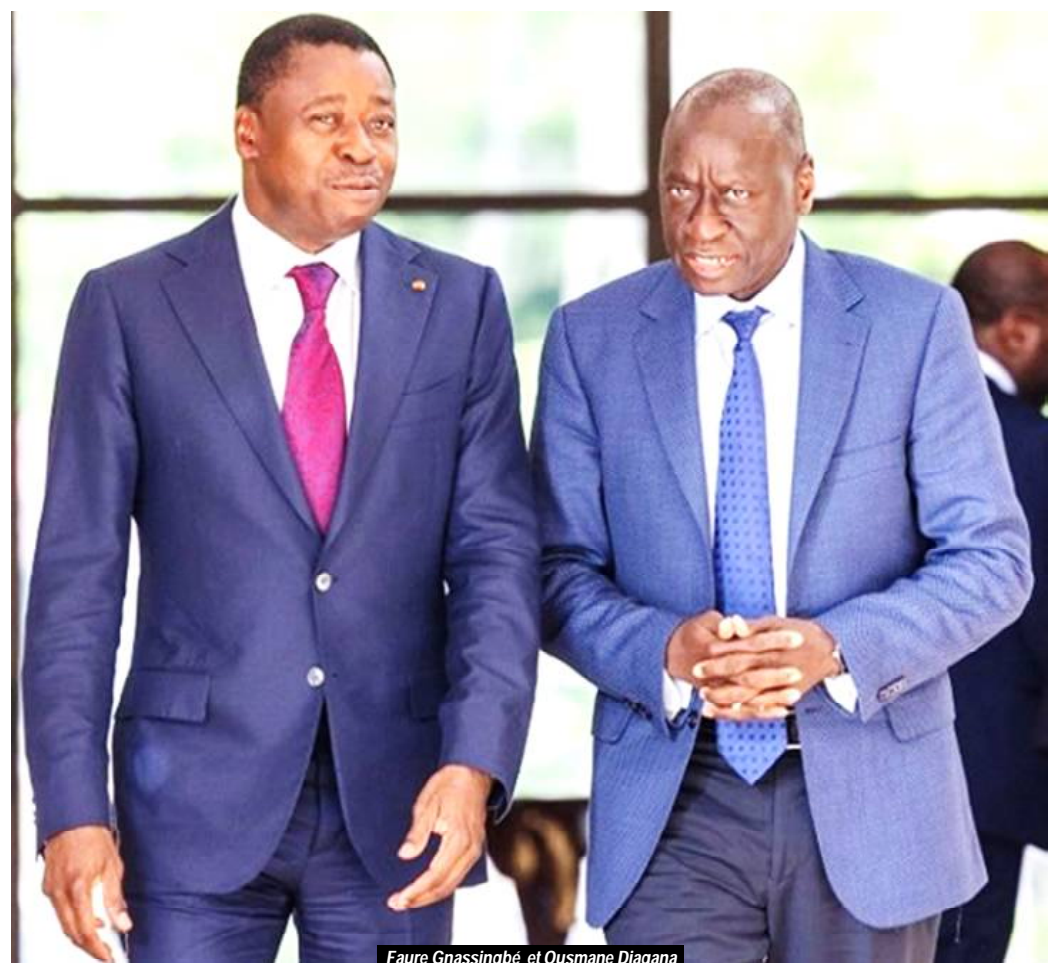
VA PARAÎTRE

La révolte des Loméennes, 24-25 janvier 1933 de Silivi d' Almeida-Ekué

AFRIQUE

Des millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition

En marge de la Table ronde de haut niveau sur les engrais et la santé des sols, organisée conjointement par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Présidence togolaise, avec le soutien du Groupe de la Banque mondiale et du Centre international pour le développement des engrais (IFDC), le N°1 togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, a copublié une tribune où il présente sa vision sur la nécessaire souveraineté alimentaire. Elle est titrée "En Afrique de l'Ouest, cultiver l'avenir passe par la production d'engrais". Lecture !



Faure Gnassingbé et Ousmane Diagana

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- **Abonnement:** Contacter 93 70 52 94 / 90 05 94 28

VA PARAÎTRE

La révolte des Loméennes, 24-25 janvier
1933 de Silivi d' Almeida-Ekué

Anciennement paru aux Nouvelles Editions Africaines, La Révolte des Loméennes, un essai d'histoire de Silivi d'Almeida-Ekué est en réédition par les Graines de Pensées.

La révolte du marché des femmes de Lomé est une manifestation organisée par les marchandes de brebis de Lomé les 24 et 25 janvier 1933.

Dans un contexte de vie chère et de matraquage fiscal pendant la crise économique de 1929, le 25 janvier, 174 tirailleurs en provenance de Côte d'Ivoire débarquent pour mater la manifestation. Plusieurs viols d'enfants de 13 à 14 ans sont recensés. Le 3 février, un tirailleur, Moussia Diarra, tue douze Togolais et en blesse trois à coups de fusil, sans motif reconnu : le gou-

verneur invoque "un coup de folie".

Au cours du procès des participants aux violences et au Duawo, des villages et quartiers entiers sont reconnus coupables. Ils doivent payer collectivement des milliers de francs d'amende et effectuer plusieurs milliers de jours de travail forcé.

Les femmes organisent une cérémonie d'exorcisme des marchés de Lomé, estimant que la menace des taxes aurait mis l'esprit vaudou en colère. La révolte est souvent considérée comme le coup d'envoi du mouvement indépendantiste au Togo ainsi que comme un signe précurseur de l'émergence des mouvements nationalistes.

Cinéma

L'Ivoirien Philippe Lacôte tournera
"Killer Heat" pour Amazon Studios

Le réalisateur ivoirien Philippe Lacôte tournera "Killer Heat", un thriller pour Amazon Studios. Selon IMDB, il s'agirait de l'histoire de deux frères jumeaux qui seraient dans un dangereux triangle amoureux sur une île grecque isolée. Avec aussi un détective blessé qui mène une enquête.

Roberto Bentivegna, Matt Charman, Jo Nesbø seront les scénaristes. Il sera interprété par Shailene Woodley, Richard Madden, Joseph Gordon-Levitt.

Philippe Lacôte est né et a grandi à Abidjan. Après un passage au Lycée classique d'Abidjan, il fait ses études en Europe et obtient une maîtrise de linguistique à l'Université Toulouse II-Le Mirail.

Il a tourné plusieurs films dont Chronique de guerre en Côte d'Ivoire (documentaire, vidéo, 50 min), Run, La Nuit des rois, Le djassa a pris feu.

En 2014, son premier long-métrage de fiction RUN, premier prix du



Jerusalem Film Lab, fait partie des quinze projets retenus par la Cinéfondation du Festival de Cannes, ouvrant la voie à une occasion de confirmer son talent de cinéaste. Ce film de 102 minutes est tourné en Côte d'Ivoire et Burkina Faso ; dans la lignée de Chroniques de guerre en Côte d'Ivoire, se nourrissant de l'actualité et la crise qui a secoué son pays, RUN est à la jonction de ces deux regards - fiction et réel - qui traversent le travail de Philippe Lacôte. Le film est sélectionné au 67e Festival de Cannes, dans la section Un certain regard.

PATRIMOINE

La bible hébraïque Codex Sassoon
cédée à plus de 35 millions €

Estimée entre 30 et 50 millions \$, le Codex Sassoon, Bible hébraïque du Xe siècle, concourait pour devenir le livre, manuscrit ou imprimé le plus chèrement vendu aux enchères. Finalement acquis pour 38,1 millions \$ (35,3 millions €) ce 17 mai à New York, il ne passe par les 43,2 millions \$ déboursés en 2021 pour s'offrir une édition de la Constitution américaine.

L'ancien ambassadeur des États-Unis et actuel président de l'American Jewish Committee, Alfred H. Moses, qui a remporté le lot, selon Reuters. Il a fait don du précieux manuscrit au Musée ANU du peuple juif, installé à Tel-Aviv.

Si le manuscrit n'a pas cassé le record de 2021, il dépasse les 30,8 millions \$ alignés en 1994 pour le Codex Leicester de Léonard de

Vinci, rappelle Sotheby's qui a organisé la dispersion. En 2021, la seconde version de la Constitution américaine, dite Goldman, avait été emportée pour un montant inédit de 43,2 millions \$.

Daté autour de 900 grâce à une récente expertise au carbone 14, le Codex Sassoon est le plus ancien codex "contenant tous les livres de la Bible hébraïque avec leur ponctuation, leurs voyelles et leurs accents". Soit les 24 textes qui composent historiquement l'Ancien Testament : la Torah (ou Pentateuque), les Nevi'im (les Prophètes) et les Ketouvim (les Écrits).

Il est ainsi antérieur au Codex d'Alep et Codex de Leningrad, deux autres importantes premières Bibles hébraïques.

Festival

Début hier de la 4ème édition du
Festival du film européen à Lomé

La 4e édition du Festival du film européen se déroule à Lomé, du 31 mai au 3 juin 2023. Un programme inédit, des ateliers, des masters class, des cinéastes invités et des rencontres de qualité, et des projections de films, à l'Institut Goethe et l'Institut Français.

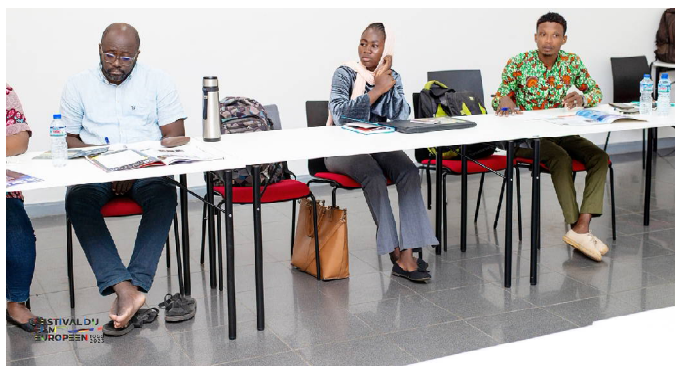
Le Festival est organisé avec le soutien de l'Union Européenne, la France et l'Allemagne.

Le premier master class s'est tenu le 31 mars avec Gilles Duffaut, "De la production à la distribution internationale des films" a été le thème.

Il y a également un volet "éducation au cinéma" enrichi de plusieurs projections de films à des-

de grands producteurs, des distributeurs puisque la ligne directrice de ce festival, c'est vraiment tout ce qui va faire naître, à contribuer à des coproductions qui émergent entre l'Europe et le Togo", a souligné Stéphanie Soleansky, cheffe projet du programme Togo créatif, en ce qui concerne des films africains qui ont été coproduits avec des européens et primés dans de grands festivals.

Les cinéphiles ne seront pas en reste avec une programmation de films qui fait la part belle aux palmarès des grands festivals européens, que sont le festival de Cannes, la Mostra de Venise et la



tinuation des enfants et adolescents, un marché professionnel avec la possibilité pour les producteurs européens, togolais et des pays voisins d'imaginer ensemble de nouveaux contenus pour le grand et le petit écran.

C'est très important aussi "d'initier le jeune public au cinéma, le volet professionnel qui est nouveau puisqu'on va avoir 6 invités de marques qui viennent à la fois d'Europe et du continent africain,

Berlinale, ainsi qu'aux films issus de co-productions afropéennes.

Les festivals étant l'occasion de partages d'expériences entre professionnels, des formations et Master class viennent également parfaire la pratique des professionnels du cinéma, pour le plus grand plaisir des futurs spectateurs d'ici et d'ailleurs.

Le festival prendra fin demain 3 juin.

NÉCROLOGIE

L'artiste togolais Gabelo est mort

L'artiste togolais résident en France, Gabelo est mort le 30 mai dernier à Lyon où il résidait des années, après un premier emploi à la CNSS.

Musicologue, comédien, auteur, compositeur, multi-instrumentiste (balafon, sax, guitare, djembé), Christian Elo Gaba alias "Gabelo" tente d'imposer le rythme

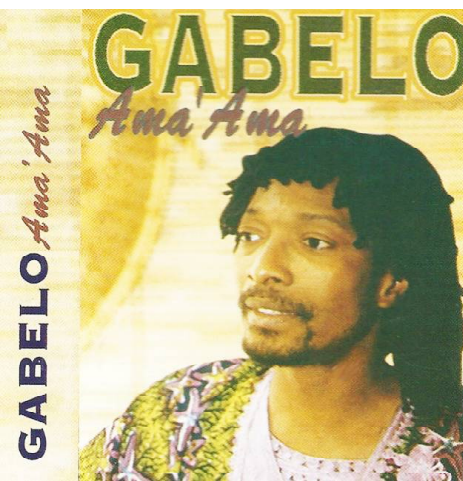
"akpesse" ou "kiba" ou "kpalongo" (Togo, Bénin, Ghana, Côte d'Ivoire)."

Il joue aussi du saxophone et de la guitare. Lauréat du premier festival togolais de la chanson, Gabelo entre au conservatoire de Dijon en France. Alliant plaisir et études, il monte son premier groupe "Amégan" avec lequel il se produit sur diverses scènes européennes et africaines.

Les rythmes sont sa plus grande passion : musicologue et chercheur, Gabelo fonde en 1990, l'Association pour la Promotion des Rythmes Noirs "A.P.R.Y.N.O". Cette associa-

tion répertorie les rythmes traditionnels d'Afrique, les enseigne et les fait connaître. Ses différents albums sont le reflet de son souci permanent : faire connaître des rythmes nouveaux de cette Afrique multiculturelle. Son rêve ? Faire connaître les rythmes de la sous-région d'Afrique (Togo, Bénin, Ghana, Côte d'Ivoire): AKPESE, KAMOU, AGBADJA, ses albums en sont le reflet.

Gabelo fut en outre professeur de rythmes africains dans plusieurs Ecoles de Musique de la région, conférencier, conteur et chercheur.



AZIMUTS INFOS

BLUE ORIGIN

Un contrat de 3,4 milliards de dollars
avec la Nasa pour se poser sur la Lune

La National Team de Blue Origin réalisera le deuxième alunisseur des missions de la Nasa. Afin de ne pas dépendre du seul atterrisseur lunaire fourni par SpaceX, l'Agence spatiale a été contrainte par le Sénat américain d'en choisir un second. Ce sera Blue Moon qui pourrait être même prêt avant le Starship lunaire de SpaceX.

Sous la pression du Sénat américain, la Nasa a été contrainte de choisir un deuxième alunisseur pour les missions Artemis. En effet, lorsqu'en avril 2021 elle choisit SpaceX pour fournir l'atterrisseur des deux premières missions habitées sur la Lune (Artemis III et IV), les experts du secteur spatial s'attendaient à ce que deux des trois projets en compétition soient sélectionnés afin de soutenir le principe de concurrence et de ne pas dépendre d'un seul prestataire de service. La Nasa vient d'annoncer la sélection de la National Team de Blue Origin qui rassemble autour du projet Blue Moon, Lockheed Martin, Draper, Boeing, Astrobotic et Honeybee Robotics.

Blue Origin n'a pas détaillé le rôle de chacune de ces entreprises, mais on pense que Boeing réalisera la partie habitée et pressurisée qui sera installée sur la plate-forme d'atterrissage Blue Moon sur laquelle travaille l'entreprise depuis plusieurs années. Ce concept d'alunisseur avait été présenté en mai 2019 lors de la conférence Satellite 2019 au cours de laquelle Jeff Bezos avait détaillé sa vision de l'exploration humaine de la Lune.

Ce contrat, d'un montant de 3,4 milliards de dollars, comprend une mission de démonstration sur Artemis V, que la Nasa prévoit au plus tôt à la fin de 2029, ainsi qu'un vol d'essai sans équipage de l'atterrisseur environ un an plus tôt. Artemis V sera la troisième mission du programme Artemis avec l'atterrissage d'un équipage sur la Lune, après les missions Artemis III et IV qui utiliseront le Starship lunaire de SpaceX.

Un véhicule très différent du Starship

De conception et d'architecture très différentes de celle du Starship lunaire de SpaceX, Blue Moon mesure 16 mètres de haut avec une masse sèche de 16 tonnes et, lorsqu'il est rempli d'ergols (oxygène et hydrogène liquide), il a une masse au lancement de 45 tonnes. Il est conçu pour s'adapter à l'intérieur de la coiffe de 7 mètres de diamètre du New Glenn de Blue Origin à bord duquel il sera lancé. Doté de quatre pieds (partiellement repliés durant le lancement), il pourrait alunir en toute sécurité sur une surface avec une inclinaison inférieure à 25 degrés et réaliser un atterrissage avec une précision meilleure que 25 mètres. Pour communiquer avec la Terre, Blue Origin prévoit d'utiliser un système de communication laser qui, pour l'heure, ne convainc pas la Nasa.

En plus de la version conçue pour transporter des astronautes, Blue Origin prévoit une version cargo de l'atterrisseur capable de transporter jusqu'à 20 tonnes vers la surface lunaire et retourner en orbite, ou 30 tonnes lors de missions à sens unique.

Autre particularité de Blue Moon, le "carburant" de ses moteurs pourra être produit à partir des ressources naturelles de Mars tout comme le combustible à hydrogène des piles qui fourniront l'électricité nécessaire à son fonctionnement. L'oxygène et l'hydrogène pourraient - au conditionnel donc -, être produit à partir de l'eau à l'état de glace présente in situ, que ce soit sur la Lune ou sur Mars.

Si vous souhaitez mieux connaître Jeff Bezos, fondateur d'Amazon, pionnier de certaines révolutions technologiques du XXIe siècle et ses rêves de conquête de l'espace, nous vous conseillons la lecture de Jeff Bezos, d'Amazon à la conquête de l'espace, de Luc Mary, aux éditions l'Archipel.



Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses

Récupéré N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

NÉCESSAIRE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La vision de Faure Gnassingbé et Ousmane Diagana

Late Pater

En marge de la Table ronde de haut niveau sur les engrais et la santé des sols, organisée conjointement par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Présidence togolaise, avec le soutien du Groupe de la Banque mondiale et du Centre international pour le développement des engrais (IFDC), le N°1 togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, a co-publié une tribune où il présente sa vision sur la nécessaire souveraineté alimentaire. Elle est titrée «*En Afrique de l'Ouest, cultiver l'avenir passe par la production d'engrais*». Lecture !

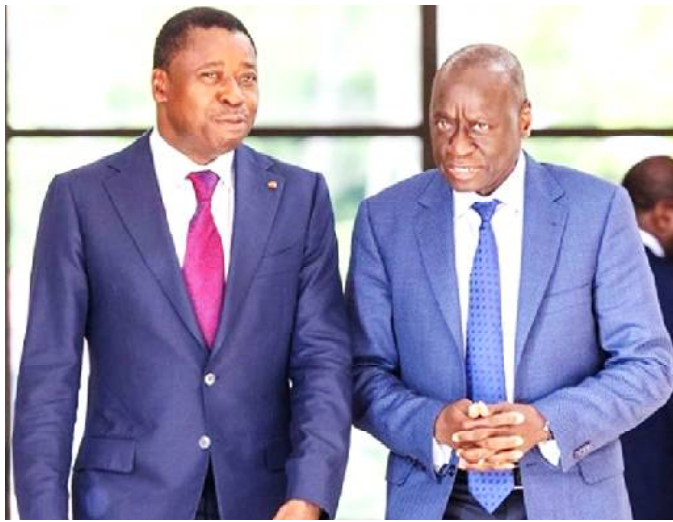


«Dans le contexte actuel de crise mondiale, la survie des populations de nos régions est intimement liée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. La santé des sols et la question des engrais sont au cœur du problème, mais aussi de la solu-

tion. Alors que plus de 41 millions de personnes en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale souffrent déjà d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sévère, l'accès à la nourriture est problématique pour les populations les plus vulnérables, avec une inflation à deux chiffres des prix de la plupart des denrées alimentaires de base.

Cycle de paupérisation. L'onde de choc de la pandémie de Covid-19, les conséquences de la guerre en Ukraine, et les faibles performances du secteur agricole, directement liées à l'augmentation significative du prix des engrais, sont les causes principales de cette insécurité alimentaire. Le changement climatique ainsi que le manque de méca-

nisation des cultures sont également des facteurs aggravants. Le cycle de paupérisation lie les problèmes d'accès aux engrais, l'appauvrissement des sols, et la chute des rendements. Briser ce cycle est une question stratégique essentielle puis-



Le Président Faure Gnassingbé et Ousmane Diagana (vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale)

que, au Togo comme dans de nombreux pays de la région, le secteur agricole fournit directement ou indirectement près de deux tiers des emplois. L'augmentation de la productivité agricole représente ainsi le socle indispensable pour lancer la transformation économique de l'Afrique de l'Ouest.

Des solutions existent/ : elles passent d'abord par une amélioration générale de l'accès à des engrais de qualité, nécessitant un renforcement de la filière régionale à différents niveaux, tels que l'augmentation substantielle de la production régionale d'engrais organiques et minéraux, afin de réduire les dépendances. Cela implique aussi l'amélioration des infrastructures de stockage et de transport ainsi que le renforcement du cadre réglementaire pour faciliter la circulation des engrais et leur disponibilité à des coûts acces-

sibles au profit des petits agriculteurs. Ces solutions passent également par la mise en place de pratiques agricoles améliorées, incluant l'utilisation efficace des engrais, soutenues par des services de vulgarisation renforcés et capitalisant sur les avancées de la recherche. Elles requièrent aussi la mise en place de mécanismes d'appui technique et financier aux agriculteurs afin de les aider à restaurer la santé et la fertilité de leurs sols.

Une approche régionale. C'est la dynamique que plus de 100 décideurs politiques, membres de l'industrie, partenaires techniques et financiers, et représentants d'associations, qui se réunissent cette semaine à Lomé, souhaitent mettre en place afin de convenir ensemble d'une feuille de route pour les pays d'Afrique de l'Ouest. La feuille de route prônera des actions destinées

à capitaliser sur les atouts de la région, parmi lesquels les importantes réserves de phosphates et les vastes réserves de gaz nécessaires à la fabrication des engrais. Cette feuille de route repose sur une approche régionale qui devra permettre à l'ensemble des acteurs du secteur de coordonner leurs efforts. Aux côtés des pays de la Cedeao, du Tchad et de la Mauritanie, les partenaires du développement et du secteur privé se sont déjà engagés à soutenir la mise en œuvre de cette feuille de route commune.

À travers l'Association internationale de développement (IDA), la Banque mondiale a déjà intensifié ses efforts pour une approche régionale dans la réponse aux urgences. Ainsi,



le Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP), assorti d'un financement de 766 millions de dollars, vise à augmenter la productivité agricole grâce à l'adoption de technologies climato-intelligentes, à promouvoir les chaînes de valeur

intrarégionales et à développer les capacités de gestion des risques agricoles. À ce jour, plus de 7,6 millions d'agriculteurs ont reçu des biens ou des services agricoles et près de 200 000 tonnes d'engrais ont été distribuées aux exploitants vulnérables d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Au cours de ce mois, une cargaison de 34 000 tonnes d'engrais a été répartie depuis le port de Lomé pour répondre aux besoins urgents des producteurs togolais.

Cette dynamique de partenariat nous donne de l'espoir, et confirme que nous pouvons – et devons/ – rester unis pour réussir cette importante mission. Il en va de la survie, de la prospérité et de la sécu-

rité alimentaire de la région, aujourd'hui et demain ».

Par Faure Essozimna Gnassingbé (Président de la République du Togo) et Ousmane Diagana (vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale)

OFFICIALIATION DE L'AIDE DE L'OFFICE CHÉRUFIFIEN DES PHOSPHATES AU TOGO

Valoriser le phosphate carbonaté et soutenir les producteurs

Late Pater

C'est dans la foulée de la Table ronde de haut niveau sur les engrais et la santé des sols, le 31 mai 2023 à Lomé, que deux protocoles d'entente stratégique ont été signés entre le Togo et le Maroc à travers l'Office chérifien des phosphates (OCP). Pour apposer les signatures, le premier exportateur de phosphate brut, d'acide phos-



phorique et d'engrais phosphatés dans le monde était représenté par le directeur général Afrique de l'OCP, Mohamed Anouar Jamali.

Du côté Togo, il y avait Antoine Lekpa Gbegeni, le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural, et Mawunyo Mila Aziablé, la ministre déléguée des Mines et de l'énergie.

Le premier protocole d'entente, établi avec le ministère de l'Agriculture, permettra de soutenir plus de 600.000 agriculteurs en mettant en place un centre de services agricoles qui offre des prestations

de mécanisation, d'irrigation, de maintenance, de fourniture d'intrants agricoles, de formation et de support technique ; de mettre à

jour la carte de fertilité du Togo afin de couvrir l'intégralité des terres cultivables, tout en développant des formules d'engrais adaptées aux besoins des sols et des cultures locales. Quant au deuxième protocole d'entente, établi avec le ministère des Mines et de l'énergie, il va permettre à l'Office chérifien des phosphates de contribuer au renforcement des capacités locales en apportant son expertise et son support technique pour le développement et la valorisation locale des phosphates de la mine de Hahotoé. C'est la voie ouverte à une étude de faisabilité pour implanter, à terme, une usine d'engrais phosphatés au Togo, avec l'appui en expertise et en technologie de l'OCP. De quoi concrétiser l'ambition de diversifier l'industrie agricole du Togo et stimuler sa croissance économique. La production locale d'engrais phosphatés devra augmenter l'autosuffisance du pays dans ce domaine. «*Nous sommes ravis de renforcer notre partenariat avec le gouvernement togolais par le biais de ces deux protocoles d'entente supportés par la Banque mondiale. Nous renouve-*

lons ainsi notre engagement à soutenir, d'une part, la volonté du Gouvernement togolais de valoriser le phosphate carbonaté de manière moderne et compétitive et de créer une plus grande valeur ajoutée localement et, d'autre part, la mise en œuvre de la feuille de route 2020-2025, qui a comme ambition de positionner l'agriculture comme un moteur de croissance prioritaire pour la production, l'amélioration des revenus et la création d'emplois», se réjouit Dr Mohamed Anouar Jamali.

On se souvient encore de cet accord signé à la Présidence togolaise, en 2019, par lequel environ 2 milliards de dollars devaient servir à la valorisation et à la transformation par Dangote Industries Limited du phosphate togolais en engrais phosphatés destinés à être exportés vers la région ouest africaine. Selon un communiqué officiel, l'activité de développement minier devrait débuter avant la fin de l'année 2019.

D'après le document de diagnostic du secteur privé togolais publié par la Banque mondiale (avril 2023), d'importants gise-



ments de phosphates carbonatés (qui sont plus complexes à exploiter que les roches phosphatées) se trouvent à proximité des exploitations existantes autour de Hahotoé. Ces ressources sont estimées à au moins 100 ans de production à une échelle qui serait de trois à dix fois supérieure aux niveaux de production actuels, selon les autorités du secteur. En 2012, le gouvernement togolais a lancé un appel d'offres à la recherche d'un partenaire stratégique pour développer l'usine

de couche de phosphate carbonaté et d'engrais de 2 milliards de tonnes au Togo. Eleniilo, désigné, avait prévu de récupérer, dans la première étape, 5 millions de tonnes de roche phosphatée commercialisable par an, qui peuvent monter jusqu'à 10 millions de tonnes par an. La majeure partie de la roche commercialisable sera utilisée pour produire et exporter de l'acide phosphorique et des engrais, disait-on.

SOJACULTURE

Producteurs cherchent preneurs de 80.000 tonnes de Soja

La campagne de commercialisation du soja de cette année laisse un gout amer pour les producteurs de la céréale. Alors que la nouvelle saison pointe son nez, les sojaculteurs détiennent encore dans leur magasin, environ 80 000 tonnes qu'ils n'arrivent pas à écouler. En début de semaine, ils ont exprimé leur colère au Conseil interprofessionnel de la filière soja, la faitière des organisations paysannes du secteur.

F. Woussou

Les racines du mal

Selon plusieurs producteurs, la situation actuelle est consécutive au retard à l'allumage de la campagne de commercialisation. On se souvient en effet que l'annonce de cette campagne n'est pas intervenue au bon moment comme c'était le cas les années précédentes. Elle est intervenue au mois de Novembre alors qu'elle se faisait au début du mois d'Octobre. « On le faisait en Début Octobre. Mais cette année, c'est allé jusqu'à Novembre (15 novembre 2022 ndlr) à telle enseigne que les acheteurs, comme la campagne n'est pas lancée, se sont tournés vers d'autres pays où ils peuvent trouver le soja », informe Ibrahim Laré, Secrétaire Général de la Fédération nationale des coopératives productrices du soja (FNCP). Autre fait majeur, c'est l'attribution tardive des agréments qui ne sont intervenus qu'en Janvier 2023. Au Togo, l'exercice de la profession d'acheteur ou d'exportateur de soja est soumis à l'obtention d'un agrément. « C'est les deux raisons fondamentales qui ont fait qu'aujourd'hui, nous avons encore les stocks sous les mains », martèle Ibrahim Laré.

Inquiétude et découragement
Aujourd'hui, c'est avec amer-

tume que les producteurs regardent leurs stocks de soja sans savoir quoi en faire. Ceux qui se sont endettés auprès des micro finances pour financer leur production sont talonnés par ces dernières pour le remboursement des crédits contractés à cet effet. « La filière soja est une filière porteuse. Mais pour cette saison 2022-2023, on s'est rendu compte que le rêve n'est plus devenu une réalité. Les paysans que nous sommes, nous avons des stocks importants ? près de 80 000 tonnes de soja sont encore dans des magasins. Alors que ces derniers doivent de l'argent aux microfinances, doivent de l'argent même aux privés et nous ne dormons pas nous avons des soucis », se plaint un producteur. Dame Daloli Mimbouab, productrice dans le village Nyamassila n'en peut plus de cette situation. « On loue la terre à 25 000 FCFA, on produit, on ne vend pas. Nos stocks sont emmagasinés dans nos chambres. Vraiment, la campagne nous a découragé, surtout nous les femmes. Avec la production de soja, on arrive à s'en sortir et à s'occuper de nos enfants, surtout leur scolarisation. Voilà que la campagne a été très mauvaise. Nos produits n'ont pas été pris comme on le veut. Nous sommes découragés », fait-elle savoir.

Dépôt et menace

Le découragement est si grand chez certains producteurs qui songent à abandonner la culture soja. « Dans nos campagnes où les agrégateurs venaient pour acheter, ils ne viennent plus. Cette année on n'a pas vendu. Est ce qu'il faut continuer à produire ? Donc c'est vraiment un problème. Si le CIFS ne prend de mesures pour trouver des solutions, cette campagne-là, on ne va produire le soja », menace un autre producteur.

Cependant, Novissi Tewou, représentant des producteurs de soja de la région des plateaux plaide pour des actions vigoureuses pour la survie de la filière. Pour lui, le soja est la spéculation qui est aujourd'hui celle qui rapporte de l'argent rapidement aux producteurs. Il faut donc que cette filière soit entretenue. « Si on ne produit plus de soja, ça veut dire qu'on aura



des soucis », dit-il en demandant à l'Etat, aux acteurs de tout faire pour que cette filière puisse continuer parce qu'elle rend service aux paysans et à 80% de la population. « Il faut qu'elle survive », lance Novissi Tewou.

Au CIFS, on comprend le désarroi des producteurs. Selon Komlan Kadzaka, le Président du Conseil interprofessionnel de la filière Soja, des actions seront menées vers les autorités pour une

solution adéquate à la situation. Il a prié les producteurs à ne pas céder à la panique en abandonnant la filière. « Notre activité, c'est l'agriculture. Et donc, tout ce qu'on peut demander aujourd'hui c'est à ce que l'autorité puisse nous rassurer que les problèmes de la campagne dernière ne vont plus se reproduire et qu'il y ait des retards de signatures d'agrément, de retards de lancement de campagne, qui vont faire perdre des

contrats aux exportateurs. Nous pensons qu'on va pouvoir toujours s'entendre avec eux et que l'activité va continuer ». Une tournée nationale d'explication et de sensibilisation est prévue pour apaiser les craintes des producteurs.

Les estimations pour la campagne de commercialisation 2022-2023 de soja se situent à 300 000 tonnes. Le pays avait produit environ 250 000 tonnes de soja pour la campagne 2021-2022

CONTRÔLE AÉRIEN DES HAUTES PERSONNALITÉS

Les Cellules aéroportuaires anti-traffics de 8 pays dont le Togo outillées à Lomé

Late Pater

Fournir aux chefs et aux agents des Cellules aéroportuaires anti-traffics du Togo, du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau, du Mali et du Sénégal, tous les outils et connaissances nécessaires pour effectuer des contrôles aéroportuaires légitimes et appropriés sur les hautes personnalités, dans le respect des règles internationales applicables ; et renforcer la coopération régionale à travers des échanges d'expériences et le partage de bonnes pratiques, dans le but ultime de sécuriser davantage le transport aérien en Afrique de l'ouest et de rehausser le dispositif de sécurité et de sûreté des aéroports concernés. C'était l'objectif de l'atelier régional spécialisé que Lomé vient d'abriter les 25 et 26 mai 2023. Le contrôle des passagers aériens bénéficiant d'une immunité diplomatique et des voyageurs VIP (communément appelés hautes personnalités) étant sensible.

La rencontre de Lomé est en lien avec le projet AIRCOP, fait savoir l'équipe de presse et information de la Délégation de l'UE auprès de la République togolaise. Conçu en 2010 pour combattre initialement le trafic de drogue depuis l'Amérique latine vers l'Europe via les Caraïbes et l'Afrique, le Projet de communication aéroportuaire (AIRCOP) vise désormais à renforcer les capacités des aéroports internationaux



Un dispositif VIP dans un aéroport

à intervenir efficacement dans la lutte contre le narcotraffic et les autres trafics de marchandises illicites, les menaces liées au terrorisme, la traite des personnes et le trafic de migrants. En particulier, AIRCOP mise sur l'établissement, dans les 41 aéroports internationaux des 35 pays bénéficiaires, de Cellules aéroportuaires anti-traffic performantes et outillées pour échanger, en temps réel, des informations opérationnelles sécurisées sur les trafics illicites. AIRCOP cible également la coordination entre les pays d'origine, de transit et de destination afin d'affaiblir durablement les flux illicites transfrontaliers et démanteler les réseaux criminels.

Lors de l'exécution de leurs fonctions, les agents des Cellules aéroportuaires anti-traffic sont parfois appelés à contrôler des voyageurs en possession d'un passeport diplomatique, ainsi que des passagers VIP qui se déplacent en avion d'affaires. A ce titre, des interventions sont menées dans des zones réservées des aéroports où ces pas-

sagers bénéficient d'un circuit et traitement privilégié au départ et à l'arrivée, consistant souvent dans un allègement des formalités de contrôle. Dans ces occasions, des faux passeports diplomatiques ont été, de temps en temps, identifiés et d'importantes sommes d'argent ou des métaux précieux saisis, dans un cadre qui peut être aggravé par des complicités internes au sein des aéroports, révèle la même source. Et d'ajouter que cela a donné lieu à des soupçons de trafics illicites, sans toutefois pouvoir toujours procéder à une inspection du contenu du bagage des passagers concernés, en raison de leur statut.

Financé par l'Union européenne, la France, les Pays Bas, ainsi que par plusieurs autres pays, AIRCOP est mis en œuvre par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en partenariat avec l'Organisation mondiale des douanes et INTERPOL.

En rappel, en février 2019, lors de la sixième réunion globale du projet AIRCOP au siège du secré-

ariat général d'INTERPOL à Lyon en France, il était dit que les menaces évoluent rapidement, les criminels sont souvent « plus intelligents », ou du moins plus rapides, et les agents en charge de l'application de la loi doivent rester constamment à l'affût des nouvelles stratégies de lutte contre le crime organisé et le terrorisme. Les participants avaient aussi évoqué les nombreux succès d'AIRCOP grâce aux efforts collectifs des cellules AIRCOP : le total des saisies s'élevait à 8 tonnes de cocaïne, 422 kg d'héroïne, 6 tonnes de cannabis, plus de 2 tonnes de méthamphétamine, près de 10 tonnes de cigarettes et d'autres produits du tabac, plus de 13 tonnes de médicaments falsifiés, 1,2 tonne d'écaillés de pangolin, 14,5 millions de dollars US non déclarés, 1,4 tonne de précurseurs (éphédrine, phénacétine, etc.), des combattants terroristes étrangers présumés et deux personnes recherchées par INTERPOL et le FBI interceptés... dans ces espaces privilégiés.

SANTÉ +

INTOXICATION ALIMENTAIRE
Quels sont les symptômes ?

Comment réagir en cas d'intoxication alimentaire ?

Hydratez-vous bien, surtout si vous avez eu beaucoup de diarrhées et de vomissements. Buvez régulièrement et à petites gorgées de l'eau, du bouillon ou encore du thé. Il est probable que vous n'aurez pas très envie de manger le temps des symptômes, mais dès qu'une petite faim se fera sentir, privilégiez riz blanc, pâtes et bananes. Dans tous les cas, mangez léger. L'alcool et le café sont fortement déconseillés durant cette période, tout comme les plats épicés, très gras, très sucrés. L'intestin doit être mis au repos.

En cas de douleurs au ventre, il est possible de prendre un antispasmodique. En cas de vomissements ou de diarrhées très importantes, parlez-en avec votre pharmacien, il pourra vous conseiller un anti-vomitif voire un antispasmodique sans ordonnance.

Que manger après une intoxication alimentaire ?

Après une intoxication alimentaire, les aliments à privilégier sont le riz, les pâtes, les pommes de terre, le poisson - cuit bien sûr -, les viandes blanches, les biscottes, les bananes et les compotes de fruits. Mangez des petites quantités et progressivement, dès que vous vous sentez mieux, reprenez vos habitudes alimentaires.

Comment éviter les intoxications alimentaires ?

Le non-respect de la chaîne du froid peut être source de contamination. À ce sujet, il ne faut jamais recongeler un aliment qui a été décongelé. Veillez à respecter les dates de péremption et les conditions de stockage des aliments. Les bactéries se développent avec la chaleur, les aliments ne doivent pas être sortis trop à l'avance du réfrigérateur et, avant de cuisiner, pensez à vous laver les mains à l'eau et au savon. Les viandes, comme le porc ou le poulet, doivent être cuites à cœur. Consommés crus ou cuits, les fruits et les légumes doivent être soigneusement lavés.

FOOTBALL/TOURNOI DE TOULON

La sélection U23 annule sa participation

La Fédération Togolaise de Football (FTF) a annoncé mercredi le retrait de son équipe nationale U23 du tournoi de Toulon, prévu du 5 au 18 juin 2023. Lors de sa séance extraordinaire du mardi 30 mai 2023, le Comité Exécutif a pris cette décision compte tenu des contraintes financières auxquelles il fait face.

Hervé A.

Dans un communiqué signé du Secrétaire Général, Hervé Tété Agbodan, la FTF exprime sa profonde déception de ne pas pouvoir permettre à son équipe olympique de représenter le Togo lors de cet événement sportif prestigieux.

Le Togo avait été invité à participer au festival international Espoirs Maurice Revello à Toulon, une occasion unique pour les jeunes joueurs togolais de se mesurer à des équipes de renom du monde entier. Cependant, les difficultés économiques ont contraint la FTF à retirer son équipe de cette compétition.

"Le Comité Exécutif tient à exprimer sa profonde déception à l'idée de ne pas pouvoir présenter l'équipe nationale U23 à cet événement sportif prestigieux en raison des difficultés rencontrées dans la mobilisation des ressources financières nécessaires pour couvrir les frais liés à cette participation", indique le communiqué.



Le Comité Exécutif a tenu à exprimer sa gratitude envers le comité d'organisation du tournoi pour avoir offert cette opportunité au Togo et "présente ses excuses les plus sincères aux organisateurs, aux autres équipes participantes et aux fans qui attendaient avec impatience la sélection nationale togolaise."

Malgré l'impossibilité de participer cette année, la FTF reste optimiste et

espère pouvoir engager les sélections nationales à des événements futurs et continuer à renforcer les liens sportifs entre les nations.

Le Comité Exécutif de la FTF reste déterminé à trouver des solutions afin de soutenir et de promouvoir le football des jeunes malgré les contraintes financières. Il faut tout de même rappeler que la FTF encourage les partenaires et sponsors potentiels à se joindre à elle pour

assurer la participation du Togo à d'autres événements sportifs et permettre aux jeunes joueurs togolais de montrer leur talent sur la scène internationale.

Outre le retrait du Togo, dont l'identité du remplaçant n'a pas encore été communiquée, un autre pays s'est désisté du Tournoi de Toulon. La Fédération Bolivienne de Football a officiellement annoncé son forfait, invoquant la situation financière critique du pays qui impacte le fonctionnement de l'institution et de toutes ses sélections nationales.

Face à ce désistement de dernière minute inattendu, les organisateurs ont décidé d'inviter les jeunes Lionceaux de l'Atlas. Ainsi, le Maroc se joint à la Côte d'Ivoire en tant que représentants africains lors de cette édition 2023. La jeunesse marocaine aura donc l'opportunité de se mesurer à des équipes internationales de renom et nul doute qu'elle donnera tout pour faire honneur à son pays.

OLYMPIQUE DE MARSEILLE/

Igor Tudor justifie son départ

Cette fois c'est officiel : Igor Tudor ne sera plus l'entraîneur de l'Olympique de Marseille la saison prochaine. Lors de la conférence de presse d'avant-match contre l'AC Ajaccio, le dernier de la saison, l'entraîneur croate a annoncé sa décision. C'était un petit bruit qui courait depuis quelques jours maintenant et c'est désormais acté.

Il faut dire que la semaine a été rude. Entre la défaite à domicile contre Brest (1-2), la rencontre entre Tudor, Ribalta et Longoria mardi, puis celle entre les trois hommes et l'agent du Croate mercredi, jusque tard dans la soirée, les émotions ont dû être fortes. Pour autant, les dirigeants de l'OM, qui voulaient le conserver, n'ont pas réussi à inverser la tendance.

Fatigué par l'environnement mar-



seillais qu'il n'a jamais vraiment compris, le technicien a donné les raisons de son départ devant les médias : "je tiens à remercier le président. Je veux remercier Frank McCourt, David Friio et Javier Ribalta. Cela a été un honneur de faire partie de cette famille, de trouver des supporters qu'on trouve rare-

ment. J'ai passé une année formidable, j'ai beaucoup grandi. Je quitte le club dans une meilleure condition que dans laquelle je l'ai trouvée, c'est une fierté. J'ai décidé de partir pour des raisons personnelles et professionnelles. Je n'ai pas d'accord avec un autre club. Je souhaite le meilleur au club et aux gens qui

travaillent. Je pense que cette année beaucoup de choses se sont passées, mais aussi ailleurs. Je pense que travailler ici un an, c'est travailler deux trois ans dans un autre club. J'ai l'esprit tranquille. J'y pense depuis un moment, j'ai pris cette décision, les détails n'ont pas d'importance, ce qui est important c'est ce que j'ai en moi. Une fois cette décision prise, j'ai voulu la partager avec vous tous".

Pablo Longoria va maintenant devoir vite se retourner pour trouver un nouvel entraîneur la saison prochaine. Il est dans une meilleure situation que l'an passé quand Jorge Sampaoli avait décidé de claquer la porte le lendemain de la reprise de l'entraînement. Pour Tudor, la direction semble être l'Italie quand l'OM va vite devoir régler ce problème.

REAL MADRID/

Le cas Karim Benzema secoue le vestiaire du Real Madrid

Dans le viseur de l'Arabie saoudite, Karim Benzema risque de quitter le Real Madrid cet été. Le vestiaire espagnol attend de connaître sa décision. Les Merengues sont sous le choc.

Karim Benzema a la main. En fin de contrat le 30 juin prochain, le Français n'a toujours pas étendu son bail au Real Madrid. Si tout semblait ficelé il y a quelques mois, la donne a changé. En effet, l'attaquant de 35 ans a reçu une offre XXL de la part d'Al-Itihad en Arabie saoudite. AS a évoqué un contrat de deux ans avec un salaire de 400 M€ (200 M€ par an). Les autres médias ibériques, eux, parlaient plutôt d'un salaire de 100 M€ par saison, soit 200 M€ sur deux ans.

Plusieurs médias ibériques expliquent que Benzema n'a pas encore tranché et qu'il annoncera sa décision finale ce vendredi peut-être. Mais selon nos informations exclusives, la Casa Blanca a été mise au courant de la décision de Benzema, qui veut donc s'en aller. Il a mis au courant Carlo Ancelotti. Et qu'en est-il du vestiaire merengue ? Selon Defensa Central, ses coéquipiers atten-



dent de connaître sa décision et sont forcément un peu surpris.

D'après nos informations, Karim Benzema n'a pas encore fait, à l'heure actuelle, d'annonce à ses coéquipiers. Une source au sein de l'équipe nous a d'ailleurs avoué que vu les chiffres sortis, il s'agit du contrat d'une vie et qu'il serait très difficile de le refuser. Une autre source proche, elle, nous explique que les joueurs sont assez choqués et pensent qu'il va s'en aller. Karim Benzema,

qui vit peut-être ses derniers jours au Real Madrid, maintient le suspense. Au sein du vestiaire madrilène, on attend de connaître sa décision, qu'on respectera quoiqu'il arrive.

Lors d'un événement organisé par le journal Marca, Karim Benzema a répondu aux questions sur son avenir, lui qui est annoncé du côté d'Al Itihad. Et en plein feuilleton, le quotidien Marca lui a remis un trophée, l'honorant comme véritable légende du sport espagnol.

Forcément, il a été interrogé sur son avenir, mais on peut dire que le Français a plutôt esquivé les questions qui lui ont été posées.

"Je suis très fier, je profite de chaque entraînement, de chaque match, c'est le plus important, quand je vais à Valdebebas ce n'est pas un travail. Quand ça sera un travail, je n'en voudrais plus. Pour moi le foot, c'est s'amuser comme des gamins. Je m'amuse encore, comme aujourd'hui à l'entraînement, et comme demain. [...] Pour l'instant oui je suis à Madrid, il y a un match samedi", a d'abord répondu le Français.

Puis, tout à la fin des questions posées par un groupe de jeunes fans, il a été relancé, et il y a été un peu plus fort. "Pourquoi dois-je parler de mon avenir si je suis à Madrid ? Ce qui parle en ce moment, c'est internet. Mais la réalité, ce n'est pas internet. Je suis à Madrid", a répondu le Lyonnais, sur un ton un peu plus tranché. Chacun interprétera cette réponse à sa sauce, mais en Espagne, elle semble déjà redonner de l'espoir à beaucoup...

BREVES

Une enquête nationale sur les abus et le harcèlement

La mobilisation s'organise, au Canada, pour combattre les abus et le harcèlement dans le sport. Mais elle quitte le mouvement sportif. L'agence Reuters rapporte que plus de deux douzaines d'organisations, dont Human Rights Watch, Scholars Against Abuse in Canadian Sport et Global Athlete, ont co-signé une lettre au Premier ministre, Justin Trudeau, où elles lui demandent de lancer une enquête nationale sur ce fléau devenu national.

"Au nom de milliers d'athlètes canadiens, nous vous demandons d'exercer vos pouvoirs en tant que dirigeant de ce pays pour protéger chaque enfant, chaque jeune et chaque athlète d'élite...", insiste le document, également publié sur les réseaux sociaux. La ministre fédérale des Sports, Pascale St-Onge, a annoncé début mai une série de réformes visant à responsabiliser les fédérations sportives, mais les signataires de la lettre estiment qu'il faut désormais aller beaucoup plus loin.

Les réformes prévoient notamment que les accords de non-divulgaration (NDA), ou les clauses de non-dénigrement, ne peuvent plus être utilisés pour empêcher les athlètes de révéler les abus dont ils ont été victimes. Elles imposent également aux fédérations sportives nationales de publier sur leur site Internet les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

Au cours des douze derniers mois, les affaires d'abus et de harcèlement se sont multipliées dans le sport canadien. Rosemarie Aquilina, la juge américaine qui a condamné le médecin américain Larry Nassar à la prison à vie, a exprimé sur son compte Twitter son soutien aux athlètes canadiens. "Mon message : Le Canada doit lancer une enquête nationale indépendante", a-t-elle écrit.

Les ministres européens en appellent aux diffuseurs

Le temps passe mais rien ne se passe dans le dossier des droits de diffusion du Mondial féminin de football, prévu du 20 juillet au 20 août 2023 en Australie et en Nouvelle-Zélande. A moins de deux mois du coup d'envoi, plusieurs pays européens, dont la France, n'ont toujours pas de diffuseur du tournoi.

Une situation dénoncée le mois dernier par Gianni Infantino, le président de la FIFA. Mercredi 31 mai, cinq ministres européens se sont fendus d'une déclaration commune pour tenter de "trouver rapidement un arrangement", afin que le tournoi planétaire puisse être proposé au grand public.

"En raison du fort potentiel de cette compétition et des enjeux sportifs et sociétaux qui s'y rattachent, nous considérons qu'il est de notre devoir de mobiliser pleinement toutes les parties prenantes afin qu'elles parviennent à trouver rapidement un arrangement", plaident les ministres des Sports français, allemand, italien, espagnol et britannique.

Dans leur déclaration commune, publiée à Paris, ils reconnaissent que les diffuseurs n'ont pas toujours les mains libres, étant contraints de trouver des "modèles économiques viables". Ils concèdent également que les "contraintes d'organisation spécifiques" de ce premier Mondial en Océanie, à savoir les horaires des rencontres en Europe, peuvent affecter la valeur du marché des droits pour les diffuseurs. La ministre française des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, a estimé sur France Télévisions, mercredi, que "la FIFA devra probablement être moins gourmande et se rappeler qu'il y a des obstacles liés à la temporalité".

L'AMA dévoile ses chiffres

L'Agence mondiale antidopage (AMA) vient de publier son rapport 2020 sur les violations des règles antidopage. Il concerne une année où la crise sanitaire a rayé du calendrier la majorité des événements sportifs, dont les Jeux de Tokyo.

Le nombre de contrôles a donc été nettement réduit. Et, avec lui, le nombre de cas de dopage, passé de 1914 en 2019 à 935 en 2020. Sur ces 935 violations confirmées des règles antidopage (VRAD) enregistrées par l'AMA, 25 sont liées au personnel d'encadrement. Elles impliquent des individus issus de 91 nationalités et de 67 sports différents. Pour plus des deux tiers (672), ces infractions ont été détectées à partir d'analyses d'échantillons. Le reste (263) est le résultat de renseignements et d'enquêtes.

L'AMA le souligne dans son rapport : "La proportion de VRAD confirmés par rapport aux échantillons collectés est restée stable par rapport à 2019, malgré la baisse du nombre d'échantillons collectés en 2020 en raison du COVID-19." En clair, moins de contrôles en 2020, donc moins de cas positifs. Mais une proportion très comparable, d'une année sur l'autre, entre le nombre d'échantillons prélevés et celui d'infractions aux règles antidopage.

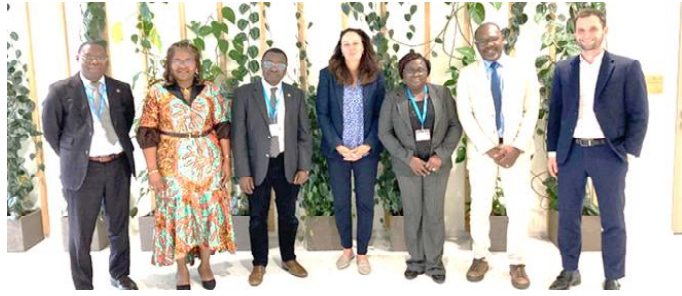
GOUVERNANCE EN MATIÈRE DE SANTÉ Le Togo élu au Conseil exécutif de l'OMS pour 2023-2026

Late Pater

A la suite de la soixante-seizième assemblée mondiale de la santé (du 21 au 30 mai 2023 à Genève en Suisse), la cent cinquante-troisième session du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de se tenir les 31 mai et 1^{er} juin 2023. Le Conseil exécutif est composé de 34 personnes techniquement qualifiées dans le domaine de la santé, chacune étant désignée par un Etat membre qui a été élu, à cette fin, par l'Assemblée mondiale de la santé. Les Etats membres sont élus pour trois ans. C'est dans ce cadre que Dr Yawa Djatugbé Apétsianyi, Directrice générale des études, de la planification et de l'information sanitaire au ministère togolais de la Santé est élue et intègre le Conseil pour la période 2023-2026. Au même moment que le représentant du Cameroun, Comores, Lesotho, Barbade, République populaire démocratique de Corée, Suisse, Ukraine, Qatar et Australie.

La principale réunion du Conseil, qui se tient en janvier, décide de l'ordre du jour de l'Assemblée mondiale de la santé et adopte les résolutions qui lui seront soumises. Il tient une deuxième réunion plus courte en mai, immédiatement après l'Assemblée mondiale de la santé, concernant des questions plus administratives. Les principales fonctions du Conseil exécutif sont d'appliquer les décisions et les directives de l'Assemblée de la santé et, d'une manière générale, de lui faciliter le travail.

La délégation togolaise à l'assemblée mondiale de la santé a été conduite par le ministre de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins,



Moustafa Mijiyawa (3^e de la gauche), à Genève

Moustafa Mijiyawa. En dehors des allocutions dont celle au nom de la région africaine de l'OMS, plusieurs activités ont marqué le séjour de la délégation. Comme les rencontres bilatérales avec Gavi Alliance ou le Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose. Avec Gavi Alliance, Moustafa Mijiyawa a échangé sur la nouvelle stratégie de vaccination qui met l'accent sur le renforcement de la vaccination de routine, tout en rattrapant les zéro doses, l'intégration de la vaccination contre la Covid-19 à la vaccination de routine en ciblant les personnes âgées et le personnel de santé, l'introduction du vaccin contre le Human Papilloma Virus (HPV) chez les adolescentes pour la prévention du cancer du col de l'utérus (ainsi que les stratégies y afférentes), l'introduction du vaccin contre le paludisme chez les enfants dans des districts pilotes, la finalisation de la feuille de route en vue du transfert de la gestion des financements de Gavi au ministère de la santé dès le premier trimestre 2024, la reconnaissance des bonnes performances du Togo en matière de vaccination et la nécessité de mener des actions de visibilité sur les succès de la vaccination au Togo.

Toujours selon le service de communication du ministère, le Fonds mondial, à l'occasion, a reconnu et salué les résultats sani-

taires du Togo pour les trois programmes (malaria, sida, tuberculose) ainsi que l'élimination de quatre maladies tropicales négligées (ndlr, dracunculose ou maladie du ver de Guinée, filariose lymphatique ou éléphantiasis, trypanosomiase humaine africaine ou maladie du sommeil et trachome), le leadership du Togo pour la mobilisation des ressources et le respect des engagements de contrepartie par le pays. «Le Fonds reste flexible à travers les reprogrammations afin d'aider le pays à atteindre un bon taux d'absorption des subventions et l'encourage à veiller à la complémentarité des financements des différents partenaires (BID, Banque mondiale). La question de la transition graduelle pour le reversement des ressources humaines en santé payées par le Fonds mondial vers la fonction publique a été évoquée, mais aussi la nécessité que le pays porte la réflexion sur la pérennisation des différents investissements afin de prendre la relève des bailleurs dont les capacités de financement connaîtront une baisse dans les années à venir. Le Togo a pris les dispositions pour garantir la bonne gouvernance et met tout en œuvre pour éviter les doublons, gage d'une bonne viabilisation des investissements, pour anticiper les gaps de financement sur les prochaines années», indique le ministre.

SERVICES MOBILES DÉFECTUEUX L'ARCEP inflige une mise en demeure de 6 mois à Moov Africa Togo et Togo Cellulaire

Late Pater

L'Autorité de Régulation des Communication Électroniques et des Postes (ARCEP) a réalisé, du 3 novembre 2022 au 13 janvier 2023, la troisième campagne nationale de mesures de la qualité de services mobiles (voix et internet) qui a révélé que **les deux opérateurs mobiles** Togo Cellulaire et Moov Africa Togo, en dépit des multiples interpellations, **ne respectent toujours pas les seuils de conformité réglementaires**. Plus précisément, **le taux de non-conformité est de 63% pour Moov Africa Togo (groupe Maroc Télécom) et de 51,4% pour Togo Cellulaire (groupe Axian)**.

Face à ces violations graves et continues conjuguées à la faible amélioration de la qualité de service observée au cours des dix-huit (18) derniers mois de l'ordre de 5% pour Moov Africa Togo et 8% pour Togo Cellulaire, **la Direction Générale de l'ARCEP a ouvert le 14 mars 2023 une procédure de sanction à l'encontre de Moov Africa Togo et de Togo Cellulaire afin de les contraindre à réaliser les investissements nécessaires**.

L'ouverture de la procédure de sanction a été suivie, conformément aux règles de procédure fixées par la réglementation, d'une phase d'instruction au cours de laquelle les deux opérateurs mobi-

les ont eu accès à toutes les données de mesures. Sur la base du rapport d'instruction, **le Comité de Direction de l'ARCEP, en sa session du 31 mai 2023 et après délibération, a décidé de mettre en demeure Moov Africa Togo et Togo Cellulaire et de leur accorder un délai de six (6) mois** pour faire les investissements et mettre en œuvre les actions correctives nécessaires en vue du respect des indicateurs et seuils réglementaires de qualité des services sous peine de sanction. La lenteur dans la résolution des problèmes de qualité de services étant principalement due à l'insuffisance des investissements effectués dans les infrastructures de réseau.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANCE La Chine soigne et fait d'importants dons à tous les enfants de l'orphelinat SPES à Lomé

La Chine célèbre le 1^{er} juin l'enfance. Ainsi, a-t-elle pris l'initiative de manifester sa solidarité en faveur des enfants défavorables dans les pays africains. A chaque occasion, les Ambassades de Chine et les équipes médicales chinoises proposent d'organiser des séances de consultations bénévoles médicales et de fournir des dons de vivres et de non-vivres à l'endroit des enfants vulnérables africains. Tradition fortement respectée au Togo avec la Mission diplomatique dirigée par son Excellence CHAO WEIDONG.

Etonam Sossou

Le choix de la Chine est porté cette année sur l'orphelinat Soutien pour l'enfance en souffrance (SPES) de Lomé. Les pensionnaires de ce centre ont reçu, le 31 mai 2023, des kits de fournitures scolaires, des aliments, des équipements de sports et des jouets, en présence de l'Ambassadeur de Chine au Togo, son Excellence Monsieur CHAO WEIDONG, des responsables de la structure et d'autres personnalités. La Chine veut ainsi, avec ces articles, aider les bénéficiaires à s'épanouir et de célébrer en toute allégresse la journée du 1^{er} juin. «Les enfants incarnent l'espoir et l'avenir d'un pays. Garantir une meilleure condition de vie, un accès facile aux soins médicaux et une bonne éducation constituent des souhaits de tout le monde pour la jeune génération», a déclaré l'Ambassadeur de Chine au Togo.

Outre ces dons, la 25^{ème} mission médicale chinoise, a organisé une séance de consultation en faveur des enfants de ce Centre, dans divers spécialités telles que : la stomatologie, l'ophtalmologie, la médecine interne, l'état nutritionnel, la chirurgie, etc. «Les médecins chinois ont consulté et soigné les enfants qui présentent certaines pathologies. Nous les remercions pour cette initiative et pour les dons qui nous sont d'une grande aide surtout en cette période de cherté de la vie», se réjouit la Présidente du Conseil d'Administration, Mme AISSAH-ASSIH Achira.

Instituée par la Conférence Mondiale de Genève en août 1925 portant sur le bien-être des enfants, l'Assemblée générale de l'ONU est allée plus loin en proclamant en 2012 le 1^{er} juin comme Journée mondiale des parents, honorant également les parents du monde entier. Elle vise à promouvoir et à célébrer les droits des enfants, leur bien-être et les défis auxquels ils sont confrontés. En Chine, cette journée est quasiment fériée dans les écoles. Alors les enfants profitent de ce moment pour mener des activités ludiques, des représentations, des spectacles pour les parents.

L'orphelinat SPES, Soutien Pour l'Enfance en Souffrance, créé en 1994, accueille des enfants orphelins et déshérités. Les pensionnaires sont tous scolarisés et obtien-



nent de bons résultats à la fin de chaque année académique. Le centre a un bon espace aménagé pour les jeux et loisirs, grâce à l'aide de partenaires. Il a deux sites, un à Lomé et l'autre à Kpalimé.

LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT SEXUEL DES FILLES Youth Panel fait le bilan de ses actions

Etonam Sosou

Youth Panel Lomé a organisé le 29 mai 2023 à Lomé, un atelier de capitalisation des actions de plaidoyer et d'influence. La rencontre fait suite aux activités du mouvement de jeunes, menées de juillet à septembre 2022, afin de contribuer à réduire le harcèlement sexuel dans le grand Lomé. Elle s'inscrit dans le cadre du projet « *autonomisation des filles et jeunes femmes pour l'engagement citoyen au Togo : Girls Lead* ». Les représentants de diverses associations de jeunes notamment, Girls Motion, l'ONG Alafia, MAJ/ATBEF, AEJT DE, CCNE, ROJET ont présentée le

rapport de leurs actions, afin d'identifier les réussites, les difficultés rencontrées à toutes les étapes du processus du plaidoyer.

L'activité de terrain avait consisté à rencontrer des leaders communautaires, traditionnels et ONG dans l'objectif de les amener à initier des actions concrètes pour contribuer à diminuer le harcèlement sexuel des filles à Lomé et particulièrement dans la Préfecture d'Agoényivé.

À terme, le bilan et les recommandations permettront à Youth Panel d'élaborer un document sur les bonnes pratiques et envisager des actions futures. « *Nous avons eu de bons résultats notam-*

ment au niveau de l'accessibilité des cibles. On a également eu leur soutien pour toucher également d'autres cibles et initier des actions de sensibilisation à l'endroit des jeunes filles dans les églises, écoles, communautés, afin de pouvoir progressivement passer l'information par rapport au harcèlement sexuel. Il n'y a pas eu que de bons résultats. Il y a un certain nombre de difficultés que nous avons eues à rencontrer sur le terrain, notamment certaines cibles qui avaient du mal à comprendre la thématique », a précisé Farida Alabani, présidente de Youth Panel Lomé

AFRIQUE

Des millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition

Plus de 7 millions d'enfants de moins de cinq ans continuent de souffrir de malnutrition dans la Corne de l'Afrique, a déploré le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), appelant à une aide nutritionnelle urgente. « *La crise dans la Corne de l'Afrique a été dévastatrice pour les enfants* », a affirmé Mohamed Fall, directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

« *Au cours des trois dernières années, des communautés ont été contraintes de prendre des mesures extrêmes pour survivre, des millions d'enfants et de familles quittant leur maison par pur désespoir à la recherche de nourriture et d'eau. Cette crise a privé les enfants des éléments essentiels de l'enfance : manger à sa faim, avoir une maison, de l'eau potable et aller à l'école* », a-t-il précisé.

La malnutrition est responsable d'un cinquième des décès chez les enfants âgés de moins de 5 ans, elle est causée par un manque d'aliments nutritifs et par des épisodes à répétition de maladies telles que la diarrhée, la rou-



geole et le paludisme, qui compromettent l'immunité de l'enfant.

Contrairement à la famine ou à l'inanition, relativement peu de personnes ont entendu parler de l'émaciation sévère (également connue sous le nom de malnutrition aiguë sévère) alors que cette pathologie touche quelque 13,6 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans à l'échelle du globe.

Si ce nombre était déjà appelé à augmenter sous l'effet des conflits en cours et des urgences liées au climat, la guerre en Ukraine menace désormais de plonger le monde dans une crise alimentaire encore plus profonde, un grand nombre de pays dépendant fortement des exportations en provenance d'Ukraine et de Russie.

Dans le même temps, le prix des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi, dont le rôle est vital, devrait s'élever au cours des prochains mois. Une situation qui risque de mettre en péril la survie d'un nombre encore plus élevé d'enfants.

Dans la Corne de l'Afrique, l'UNICEF et ses partenaires soutiennent une réponse intégrée couvrant la nutrition, l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement et l'hygiène, la prévention des maladies et la sécurité alimentaire. Cet organisme onusien a lancé un appel aux donateurs et aux gouvernements pour un plan d'action mondial pour faire face à la malnutrition et ses risques sur les enfants.

AFRIQUE/MÉCANISATION DE L'AGRICULTURE Un accord ouvre la voie aux petits agriculteurs

Etonam Sossou

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Réseau de l'agriculture de conservation africain ont passé, un protocole d'accord visant à encourager les petits agriculteurs à améliorer leur accès à la mécanisation agricole durable, tels que les tracteurs à deux roues et autres engins à moteur permettant d'économiser le temps de travail et la fatigue.

Ce partenariat, selon la FAO, vise également à lier l'utilisation de machines agricoles à l'agriculture de conservation, qui est un système agricole favorisant une perturbation minimale du sol et la plantation d'espèces végétales complémentaires pour améliorer la biodiversité et les processus biologiques naturels. En Afrique, les petits exploitants utilisent leur propre force musculaire pour manier, par exemple, la houe manuelle et ce, dans une proportion de 65% de la main-d'œuvre totale nécessaire à la préparation des sols. L'apport des animaux de trait représente 25% et les engins à moteur seulement 10%.

En Asie du Sud, par comparaison, la force musculaire humaine est utilisée pour 30% des travaux de préparation des sols, contre 40% pour les engins à moteur, alors qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes les engins à moteur représentent 50%.

« *L'adoption massive de l'agriculture durable, ancrée dans la durabilité commerciale, environnementale et socio-économique, contribuera de*



manière significative à la réalisation de la Vision 25x25 de la Déclaration de Malabo de l'Union africaine et de l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons », a déclaré M. Saidi Mkomwa, Secrétaire exécutif du Réseau, lors de la signature du protocole d'accord. « *L'un des moyens de parvenir à une production agricole durable en Afrique est l'adoption de l'agriculture de conservation épaulée par une mécanisation plus appropriée* », a déclaré de son côté M. Bukar Tijani, Sous-Directeur général de la FAO responsable du Département de l'agriculture et de la protection du consommateur. « *Ce partenariat pour l'Afrique constituera une plate-forme qui rassemblera les parties prenantes du secteur privé, des groupes d'agriculteurs, de la société civile, des ministères de l'Agriculture et d'autres afin que cette collaboration nous permette de réaliser notre vision d'un monde 'Faim Zéro'* », a-t-il ajouté.

Lien entre mécanisation et agriculture durable

La mécanisation tout au long de la chaîne de valeur alimentaire – de la production à la récolte en passant par la manutention, la transformation et le

transport – allège les tâches fastidieuses, augmente la productivité agricole, améliore les revenus et crée de nouveaux emplois tels que les services d'installation et d'entretien. La mécanisation durable permet également de préserver les ressources naturelles tandis que les systèmes agricoles deviennent plus résilients au changement climatique. L'Union africaine s'est engagée à bannir la houe manuelle d'ici à 2025. L'année dernière, la FAO et l'UA ont publié le document intitulé Mécanisation de l'agriculture durable: un cadre pour l'Afrique (SAMA). Aussi bien l'accord conclu aujourd'hui avec le Réseau de l'agriculture de conservation contribuera-t-il à la mise en œuvre de ce cadre.

La collaboration vise également à promouvoir le partage des connaissances et à soutenir un dialogue politique plus approfondi sur la mécanisation agricole durable et l'agriculture de conservation. Le Réseau, créé en 2006, est une organisation internationale panafricaine à but non lucratif vouée à l'amélioration des moyens d'existence en Afrique grâce à l'agriculture durable, l'agroécologie et la gestion des écosystèmes.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1689 DE LOTO BENZ DU 31 - 05 - 2023

Chers amis parieurs, c'est avec joie que nous vous retrouvons pour procéder au tirage N°1689 de LOTO BENZ de ce mercredi 31 Mai 2023.

Le tirage Loto Benz de ce mercredi 31 mai 2023 a permis de recenser des gains multifformes. Parmi ceux-ci, quelques gros lots ont été enregistrés, à savoir

@ LOME

* 1.500.000 F CFA auprès de l'opérateur 90139

L'intérieur du pays n'est pas en reste. Il a enregistré:

@KARA

* 1.000.000 F CFA auprès de l'opérateur 10029

D'innombrables lots intermédiaires (inférieurs à 1.000.000 F CFA) ont été également gagnés sur toute l'étendue du territoire.

La remise des lots se fera au siège de la LONATO à LOME, et sur les points de paiement, et dans les agences régionales à l'intérieur du pays.

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.

BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1689 de LOTO BENZ du 31 Mai 2023

Numéro de base

86

79

57

52

29

Prends ton 71 et rejoins l'équipe gagnante!

500F CFA

*2000F | 200Mo
Crédit Appel | Internet

20 SMS
offerts

NOUVEAU

71

90

91

70

92

93

*909*0#

*Le forfait appel est disponible immédiatement après l'activation de la carte SIM en composant le 222 ou en effectuant un achat de crédit ou forfait.

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg

Togocom



DU **NOUVEAU** À LA **!!!**
LOTÉRIE NATIONALE TOGOLAISE ...
 A COMPTER DE **JUILLET 2023,**

LONATO VOUS OFFRE DÉSORMAIS

- Six **(06)** jours de **tirage** au lieu de quatre
- Deux **(02)** tirages par **jour**, du lundi au samedi, à **13h** et à **18h.!**
- Le **paiement** de vos gains sur tous les points de vente et Agences LONATO,
- L'Option **TURBO** pour gagner jusqu'à **10 fois** plus qu'un **Two Sure** simple !,
- La **mise** minimale passe à **100 FCFA** au lieu de 300 FCFA, pour tous les paris!,

Tout **pari** en dehors des **points de vente LONATO** est **illégal** !



LONATO, jouez petit et gagnez gros !!!